

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TBT/N/NLD/8

14 mars 2001

(01-1271)

Comité des obstacles techniques au commerce

Original: anglais

NOTIFICATION

La notification suivante est communiquée conformément à l'article 10.6.

1.	Membre de l'Accord adressant la notification: <u>PAYS-BAS</u> Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés (articles 3.2 et 7.2):
2.	Organisme responsable: Ministère des Affaires économiques Les nom et adresse (y compris les numéros de téléphone et de télex et les adresses de courrier électronique et de site Web, le cas échéant) de l'organisme ou de l'autorité désigné pour s'occuper des observations concernant la notification doivent être indiqués si cet organisme ou cette autorité est différent de l'organisme susmentionné:
3.	Notification au titre de l'article 2.9.2 [X], 2.10.1 [], 5.6.2 [], 5.7.1 [], autres:
4.	Produits visés (le cas échéant, position du SH ou de la NCCD, sinon position du tarif douanier national. Les numéros de l'ICS peuvent aussi être indiqués, le cas échéant): Le projet de mesure notifié est en rapport avec l'électricité.
5.	Intitulé, nombre de pages et langue(s) du texte notifié: Article 16, sous-section L du projet de loi énonçant des règles relatives à la dénonciation de l'accord d'assistance mutuelle au sein du secteur de la production d'électricité et à l'actionnariat de l'opérateur du système de transport du réseau national d'électricité (Loi de transition pour le secteur de la production d'électricité).
6.	Teneur: La Chambre basse du Parlement néerlandais a incorporé par amendement dans le Projet de Loi de transition pour le secteur de la production d'électricité un article de la Loi de 1998 sur l'électricité dans le but de limiter à 400 MW la capacité de transport maximale pouvant être acquise par un consommateur pris individuellement lors de l'adjudication de capacité de transport (Documents parlementaires II 2000/01, 27 250, n° 22; Article 13 [précédemment article 12] du projet de loi). Toute violation de cette prescription donnera lieu à l'application des sanctions prévues dans le Loi sur la concurrence. Une disposition en rapport avec cette prescription a été incluse dans le chapitre 5.6 du Code du réseau: il en résulte qu'une partie ayant une responsabilité dans le programme ne peut pas être titulaire de plus de 400 MW de capacité de transport transfrontalière, en plus des connexions et après prise en compte des importations et des exportations. Cette disposition a été introduite par le directeur du Service de surveillance du secteur de l'énergie et de son fonctionnement sur la base d'observations de la Commission européenne, qui avait demandé, en réponse à la notification du Code du réseau, que soit motivée la décision de ne pas fixer de plafond pour la capacité pouvant être acquise par une même partie lors de l'adjudication.

7.	<p>Objectif et justification, y compris la nature des problèmes urgents, le cas échéant: La prescription notifiée est fondée sur le raisonnement suivant: en accaparant une partie importante de la capacité de transport, certains consommateurs peuvent contrôler l'importation d'électricité à destination du marché néerlandais et par conséquent manipuler celui-ci, ce qui doit être évité. Il s'agit donc d'empêcher la constitution de positions économiques dominantes via l'importation d'électricité et de permettre à l'adjudication de capacité de transport de suivre son cours de façon optimale. Compte tenu des observations mentionnées plus haut, le gouvernement néerlandais convient avec la Commission européenne que cet objectif est tellement important qu'il est indispensable de réglementer dans le sens indiqué l'adjudication de capacité de transport. La prescription en question, qui entravera la libre circulation de marchandises, est de l'avis du gouvernement néerlandais justifiée du fait que les modalités de l'adjudication de capacité de transport sont objectives, transparentes et non discriminatoires et que la constitution de positions économiques dominantes via l'importation d'électricité, susceptibles de déboucher sur des manipulations considérables du marché de l'électricité, doit être évitée.</p>
8.	<p>Documents pertinents:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Amendement Voûte-Droste/Crone (Documents parlementaires II 2000/01, 27 250, n° 22); - Loi de transition pour le secteur de la production d'électricité; - Article 5.6.11.3 du Code du réseau, établi par le directeur du Service de surveillance du secteur de l'énergie et de son fonctionnement dans le Décret n° 00-074 de 2001 sur l'attribution de capacité de transport aux connexions avec l'étranger.
9.	<p>Date projetée pour l'adoption: 21 décembre 2000 Date projetée pour l'entrée en vigueur: 1^{er} juin 2001</p>
10.	<p>Date limite pour la présentation des observations: 10 mai 2001</p>
11.	<p>Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu: point national d'information [X] ou adresse, numéros de téléphone et de télécopie, et adresses de courrier électronique et de site Web, le cas échéant, d'un autre organisme:</p>